

Démarche : Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE DE FRANCE d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises (Entreprise individuelle, EURL et SASU) - Formulaire utilisable uniquement lorsque le responsable légal est également le gestionnaire de transport titulaire de la capacité professionnelle -

Organisme : DRIAT-ILE DE FRANCE-TRANSPORT ROUTIER

Identité du demandeur

Email	
Civilité	
Nom	
Prénom	
Date de naissance	

Formulaire

Ce formulaire concerne UNIQUEMENT les entreprises unipersonnelles (EI, EURL, SASU):

- dont le responsable légal est également le gestionnaire de transport ;
- dont l'entreprise a son siège en France.

Ce formulaire concerne les entreprises de transport public routier de marchandises, de déménagement et/ou loueur de véhicules industriels avec conducteur au moyen :

- de véhicules de moins de 3,5t
- de véhicules de plus de 3,5t

Vous devez satisfaire aux 4 exigences réglementaires permettant la délivrance d'une autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises (R3211-7 code des transports)

Assurez-vous que les pièces justificatives que vous téléchargez soient parfaitement lisibles.

Des compléments pourront vous être demandés par la messagerie de demarches-simplifiées.fr.

Vous pourrez nous les transmettre en les téléchargeant sur cette même messagerie.

Une attestation de conformité (AR GREFFE) vous sera délivrée à l'acceptation de votre dossier par la messagerie de demarches-simplifiées.fr

L'activité mentionnée sur l'AR GREFFE doit obligatoirement figurer sur le formulaire rempli pour le greffe du RCS.

Transmettez nous votre kbis par la messagerie de démarches-simplifiées.fr

Votre licence et sa/ses copie(s) conforme(s) seront envoyées par courrier à l'adresse du siège social de l'entreprise.

Pensez à indiquer le nom de votre entreprise sur la boîte aux lettres du siège social dès transmission de votre demande auprès de notre service.

Pour les entreprises situées hors ILE DE FRANCE, la demande est à effectuer en ligne via le lien suivant:

https://demarches.developpement-durable.gouv.fr/loc_fr/demarche/requestcategory/transport

NOTA : Formulaire à remplir uniquement lorsque le responsable légal est également le gestionnaire de transport titulaire de la capacité professionnelle

Transporteur public routier:

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- ☐ De marchandises, de déménagement et/ou loueur de véhicules industriels avec conducteur au moyen de véhicules de plus de 3.5 tonnes de PMA
- ☐ De marchandises, de déménagement et/ou loueur de véhicules industriels avec conducteur au moyen de véhicules n'excédant pas 3.5 tonnes de PMA

Engagement du responsable légal

Declaration sur l'honneur

Déclare sur l'honneur :

- respecter les conditions visées à l'article 1er de l'arrêté relatif à l'autorisation d'exercer la profession de transporteur par route et m'engager à conserver les documents d'entreprise mentionnés à l'article 1er de l'arrêté du 28 décembre 2011 relatif à l'établissement
- m'engager à respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 28/12/2011 relatif à l'exigence d'établissement applicable aux entreprises de transport routier et à mettre à disposition les documents prévus à l'article 1er de cet arrêté
- m'engager à signaler, dans un délai de 28 jours à compter de la prise de décision officielle à la DRIEAT-IF, tout changement de nature à modifier la situation de celle-ci au regard de son inscription.
- m'inscrire au registre des commissionnaires de transport, si le taux de sous-traitance dépasse 15 % du montant H.T. du chiffre d'affaires transport de marchandises

Avertissements :

- est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait de présenter sciemment de faux renseignements à l'occasion d'une enquête relative aux conditions d'inscription aux registres ou à la délivrance de titres administratifs d'exploitation des véhicules (article L. 3452-9 du code des transports).
- est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, le fait de méconnaître les obligations de signalement dans les 28 jours ci-dessus (article R. 3452-45 du code des transports).

Cochez la mention applicable

- ☐ Oui
- ☐ Non

Identification de l'entreprise

NIC du siège (Le numéro interne de classement (NIC) correspond aux cinq chiffres ajoutés au numéro SIREN de l'unité légale pour composer le numéro SIRET d'un établissement)

Pour les entreprises établies en France

Raison sociale

Nom commercial utilisé

Le cas échéant.

Adresse du siège de l'entreprise (pour une entreprise ayant son siège à

Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE
l'étranger, adresse de son établissement principal en France)

Adresse

Numéro de voie

Type de voie

rue, allée, avenue, boulevard, impasse etc....

Nom de la voie

Code postal

Commune

Numéro de téléphone

Adresse Email

Adresse à l'étranger du siège social de l'entreprise étrangère

Adresse

Numéro de voie

Type de voie

rue, allée, avenue, boulevard, impasse etc....

Nom de la voie

Code postal

Commune

Pays

Numéro de téléphone

Adresse Email

Parc de véhicules

Indiquer le nombre de véhicules PMA supérieur ou égal à 3.5 tonnes

Indiquer le nombre de véhicules PMA inférieur à 3.5 tonnes

Demande de titre(s) d'exploitation

Indiquer le nombre de copie(s) conforme(s) de la licence communautaire marchandises souhaité

Pour l'exploitation de véhicule(s) excédant 3.5 tonnes de PMA

Indiquer le nombre de copie(s) conforme(s) de la licence de transport intérieur marchandises souhaité

Pour l'exploitation de véhicule(s) n'excédant pas 3.5 tonnes de PMA

EXIGENCE D'ÉTABLISSEMENT

À compléter lorsque les locaux sont différents de ceux du siège.

Si les locaux sont différents de ceux du siège, dans ce cas, cochez cette case.

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Description des éléments constitutifs de l'établissement (Cf. le lien ci-après à la rubrique exigence d'établissement)

<https://www.driat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/vehicules-pma-inferieur-ou-egal-a-3-5-tonnes-acces-a12370.html>

ou

<https://www.driat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/transports-de-marchandises-vehicules-pma-de-plus-a12400.html>

IDENTIFICATION DU RESPONSABLE LÉGAL-GESTIONNAIRE DE TRANSPORT TITULAIRE DE L'ATTESTATION DE CAPACITÉ PROFESSIONNELLE DEVANT SATISFAIRE À L'EXIGENCE D'HONORABILITÉ

NOTA : ces déclarations seront vérifiées ultérieurement par l'administration avec un extrait de casier judiciaire.

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom de naissance

Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE

Nom marital

Prénom

Date de naissance

Pays de naissance

Lieu de naissance

Département de naissance

choisir le département de naissance

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ 1- Ain

☐ 2- Aisne

☐ 3- Allier

☐ 4- Alpes-de-Haute-Provence

☐ 5- Hautes-Alpes

☐ 6- Alpes-Maritimes

☐ 7- Ardèche

☐ 8- Ardennes

☐ 9- Ariège

☐ 10- Aube

☐ 11- Aude

☐ 12- Aveyron

☐ 13- Bouches-du-Rhône

☐ 14- Calvados

☐ 15- Cantal

☐ 16- Charente

☐ 17- Charente-Maritime

☐ 18- Cher

☐ 19- Corrèze

☐ 21- Côte-d'Or

☐ 22- Côtes-d'Armor

☐

Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE

- ☐ 24- Dordogne
- ☐ 25- Doubs
- ☐ 26- Drôme
- ☐ 27- Eure
- ☐ 28- Eure-et-Loir
- ☐ 29- Finistère
- ☐ 30- Gard
- ☐ 31- Haute-Garonne
- ☐ 32- Gers
- ☐ 33- Gironde
- ☐ 34- Hérault
- ☐ 35- Ile-et-Vilaine
- ☐ 36- Indre
- ☐ 37- Indre-et-Loire
- ☐ 38- Isère
- ☐ 39- Jura
- ☐ 40- Landes
- ☐ 41- Loir-et-Cher
- ☐ 42- Loire
- ☐ 43- Haute-Loire
- ☐ 44- Loire-Atlantique
- ☐ 45- Loiret
- ☐ 46- Lot
- ☐ 47- Lot-et-Garonne
- ☐ 48- Lozère
- ☐ 49- Maine-et-Loire
- ☐ 50- Manche
- ☐ 51- Marne
- ☐ 52- Haute-Marne
- ☐ 53- Mayenne
- ☐ 54- Meurthe-et-Moselle
- ☐ 55- Meuse
- ☐ 56- Morbihan
- ☐

Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE

- ☐ 58- Nièvre
- ☐ 59- Nord
- ☐ 60- Oise
- ☐ 61- Orne
- ☐ 62- Pas-de-Calais
- ☐ 63- Puy-de-Dôme
- ☐ 64- Pyrénées-Atlantiques
- ☐ 65- Hautes-Pyrénées
- ☐ 66- Pyrénées-Orientales
- ☐ 67- Bas-Rhin
- ☐ 68- Haut-Rhin
- ☐ 69- Rhône
- ☐ 70- Haute-Saône
- ☐ 71- Saône-et-Loire
- ☐ 72- Sarthe
- ☐ 73- Savoie
- ☐ 74- Haute-Savoie
- ☐ 75- Paris
- ☐ 76- Seine-Maritime
- ☐ 77- Seine-et-Marne
- ☐ 78- Yvelines
- ☐ 79- Deux-Sèvres
- ☐ 80- Somme
- ☐ 81- Tarn
- ☐ 82- Tarn-et-Garonne
- ☐ 83- Var
- ☐ 84- Vaucluse
- ☐ 85- Vendée
- ☐ 86- Vienne
- ☐ 87- Haute-Vienne
- ☐ 88- Vosges
- ☐ 89- Yonne
- ☐ 90- Territoire de Belfort
- ☐

Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE

- ☐ 92- Hauts-de-Seine
- ☐ 93- Seine-Saint-Denis
- ☐ 94- Val-de-Marne
- ☐ 95- Val-d'Oise
- ☐ 2A- Corse-du-Sud
- ☐ 2B- Haute-Corse
- ☐ 97.1- Guadeloupe
- ☐ 97.2- Martinique
- ☐ 97.3- Guyane
- ☐ 97.4- La Réunion
- ☐ 97.5- Saint-Pierre-et-Miquelon
- ☐ 97.6- Mayotte
- ☐ 97.7- Saint-Barthélemy
- ☐ 97.8- Saint-Martin
- ☐ 98.4- Terres Australes et Antarctiques
- ☐ 98.6- Wallis et Futuna
- ☐ 98.7- Polynésie-Française
- ☐ 98.8- Nouvelle-Calédonie
- ☐ 99- Etranger

Nationalité

Adresse

Numéro de voie

Type de voie

rue, allée, avenue, boulevard, impasse etc....

Nom de la voie

Code postal

Commune

Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE

Pays de résidence durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration

Choisir la zone géographique dans l'onglet ci-dessus.

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ France

☐ Pays appartenant à l'Espace Économique Européen autre que la France

☐ Étranger hors Espace Économique Européen

Nom du pays

Numéro de téléphone

Adresse Email

Atteste sur l'honneur

que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, je n'ai fait l'objet d'aucune condamnation (Cf. Code des Transports: pour le transport de personnes - articles R3113-23 à R3113-30 et pour le transport de marchandises - articles R3211-24 à R3211-31)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

ENGAGEMENTS DU RESPONSABLE LÉGAL-GESTIONNAIRE DE TRANSPORT TITULAIRE DE L'ATTESTATION DE CAPACITÉ PROFESSIONNELLE DEVANT SATISFAIRE À L'EXIGENCE D'HONORABILITÉ POUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES

Articles R.3211-43 à R.3211-47 du code des transports

Atteste sur l'honneur avoir la capacité professionnelle pour le transport de marchandises:

Choisir l'activité correspondante dans l'onglet ci-dessus.

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ LOURD

☐ LÉGER

Déclare sur l'honneur avoir exercé une activité de gestion dans une entreprise de transport public routier ces 5 dernières années

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Déclare sur l'honneur être présent(e) dans cette entreprise :

Préciser le nombre d'heures par jour et le nombre de jours par semaine.

Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE
Déclare sur l'honneur être pourvu(e) de l'autorité et de la compétence nécessaire pour assurer la direction permanente et effective de l'entreprise au moyen d'équipements administratifs et d'installations techniques appropriées et veiller à l'observation des lois et des règlements régissant l'activité de transport et de location

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Déclare sur l'honneur être civilement et pénalement responsable, notamment des infractions à la réglementation sociale des transports routiers

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

DÉCLARATION RELATIVE A L'EXIGENCE DE CAPACITÉ FINANCIÈRE **(joindre l'ensemble des pièces justificatives énumérées en pièces jointes)**

Montant exigible de capacité financière

Le montant exigible de capacité financière est de :

- pour les véhicules n'excédant pas un PMA de 3.5T: 1800 euros pour le premier véhicule et 900 euros pour les suivants,
- pour les véhicules excédant cette limite: 9000 euros pour le premier véhicule et 5000 euros pour les suivants.

Si vous êtes déjà inscrit au RCS, reporter le montant de la liasse fiscale générale cases DL – (AA + CB) OU de la liasse fiscale simplifiée case 142

Reporter le montant de la liasse fiscale générale de la case DL- (AA+CB) OU de la liasse fiscale simplifiée case 142

Si vous n'êtes pas déjà inscrit au RCS, reporter le montant des capitaux propres ou du capital social libéré

Reporter le montant des capitaux propres ou capital social libéré.

Le cas échéant préciser le montant des garanties financières

Pièces jointes

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ L'acte de constitution de l'entreprise ou les statuts définitifs signés, comportant la nomination du responsable légal, ou le procès-verbal de sa nomination

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Pour les entreprises en activité, l'extrait du registre du commerce et des sociétés : ce document doit dater de moins de trois mois

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ La copie d'une pièce d'identité (carte d'identité, passeport, carte de séjour) du responsable légal – gestionnaire de transport

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ La copie de l'attestation ou du certificat ou du justificatif de capacité professionnelle

Demande d'autorisation pour les entreprises unipersonnelles dont le siège social est situé en ILE

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Les personnes résidant en France depuis moins de cinq ans, dont la résidence précédente est située dans un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, doivent prouver leur honorabilité professionnelle par un document délivré depuis moins de trois mois par une autorité judiciaire ou administrative de cet État attestant que cette personne y satisfait à la condition d'honorabilité professionnelle telle que définie par le règlement n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ S'il s'agit d'une création d'entreprise individuelle (EI et EIRL), joindre le justificatif d'ouverture du compte bancaire professionnel

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ S'il s'agit d'une création d'entreprise constituée en société (EURL et SASU), joindre les statuts définitifs signés mentionnant le montant du capital social libéré

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ S'il s'agit d'une création d'entreprise constituée en société (EURL et SASU), joindre une attestation de dépôt du capital, délivrée par les organismes compétents (établissement bancaire, notaire, Caisse des dépôts et consignations)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ En cas de recours à une garantie bancaire pour justifier du montant exigible de capacité financière, joindre l'attestation de garantie bancaire

Le montant des garanties financières ne peut excéder la moitié de la capacité financière exigible.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Pour les entreprises préexistantes, joindre la liasse fiscale du dernier exercice